

COMMUNIQUE DE PRESSE :

Changer de ministre mais surtout radicalement de politique

Pap Ndiaye vient d'être nommé ministre de l'Éducation Nationale. Si cette nomination est un symbole, après un ministre totalement discrédité, le changement de politique éducative n'est pas prévu. Pendant les cinq dernières années, désastreuses pour le service public d'éducation, les personnels ont ainsi été méprisés et les inégalités renforcées, notamment au détriment des élèves issus des classes populaires comme le montre une récente enquête de la DEPP. Il est indispensable de mettre fin au poids des déterminismes sociaux dans la réussite scolaire.

Une rupture nette avec les politiques éducatives menées est non seulement nécessaire, mais aussi urgente. Pourtant, le programme du président de la République prévoit de poursuivre le resserrement sur « les fondamentaux » qui réduit l'ambition scolaire, d'amplifier la mise au pas des enseignant·es comme dernièrement avec la mutation d'office de six enseignant·es de l'école Pasteur en Seine Saint Denis, de généraliser "l'expérimentation marseillaise" créant ainsi des inégalités territoriales pour les écoles, d'instaurer un salaire prétendument au "mérite" et de mettre en concurrence les personnels comme les écoles... Ces mesures augmenteraient le caractère inégalitaire du système scolaire et conduiraient à une dégradation encore plus forte des conditions d'exercice du métier.

Le nouveau ministre devra changer de politique éducative comme de méthode et être à l'écoute des personnels.

La cassure avec le ministère est illustrée dans la grande enquête du SNUipp-FSU, en partenariat avec Harris Interactive de mars 2022, où 95% des personnels ne font ainsi pas confiance à la rue de Grenelle. Le nouveau ministre devra donc user d'un véritable dialogue avec les personnels et les organisations syndicales qui les représentent pour rétablir cette confiance.

En premier lieu, il faudra prendre des décisions rapides en matière de revalorisation salariale : dégeler le point d'indice et rattraper des années de déclassement salarial. Sur le plan des conditions de travail, des moyens doivent être débloqués pour alléger les effectifs partout afin de faire réussir tous les élèves. De réels moyens doivent être donnés pour une école réellement inclusive tandis que les AESH

doivent bénéficier au plus vite d'un statut de la Fonction publique et d'un salaire digne. Plus globalement, l'école a besoin d'enseignant·es surnuméraires, enseignants et d'enseignantes spécialisées, réseaux d'aides, psychologues, infirmières, assistantes sociales... pour disposer de véritables équipes pluriprofessionnelles afin de prendre en charge tous les élèves.

L'urgence pour cette rentrée scolaire sera également de recruter suffisamment d'enseignants et d'enseignantes. Au vu de la crise inédite du recrutement en cours et de la course au recrutement des contractuels qui vient de démarrer, il s'agira ensuite de prendre à bras le corps la question de l'attractivité du métier qui se pose de manière cruciale.

Le SNUipp-FSU sera là pour faire entendre la voix de celles et ceux qui font l'école au quotidien, pour porter un projet ambitieux, pour une école égalitaire et émancipatrice et pour s'opposer au projet néolibéral d'Emmanuel Macron.

Paris, le 20 mai 2022